

QUESTIONNAIRE D'ETAT CIVIL



Société d'Exercice Libéral à Responsabilité limitée Titulaire d'un Office Notarial Tél.: 03 20 29 01 53 - Fax : 03 20 49 82 27 - email : confluence.accueil@notaires.fr Service immobilier - Tél.: 03 20 29 89 06 - email : immobilier.grauwin@notaires.fr Service Gestion Locative - Tél.: 03 20 29 89 04 - email : sana.hadir.62029@notaires.fr

15/17 impasse Route de Lens - 62138 HAISNES-LEZ-LA-BASSÉE - https://confluence.notaires.fr

TEL: Portable Domicile	Professionnel E-mail
Domicile	E-maii
• Divorcé(e) de : Tribunal qui a prononcé le divorce : Date du jugement de divorce :	
• Séparé(e) de corps de : Tribunal qui a prononcé la séparation de corps Date du jugement de séparation de corps :	:
• Veuf / Veuve de : Lieu et date du décès du conjoint :	
POUR LES ETRANGERS, préciser : N° de carte de séjour de résident : Date de délivrance : Date d'entrée en France : Décret de naturalisation en date du :	Numéro :

CONJOINT – PARTENAIRE – CONCUBIN (1)

TITRE DE CIVILITE	
NOM USUEL	
NOM D'ETAT CIVIL	
PRENOMS (dans l'ordre de l'état civil)	
LIEU DE NAISSANCE	
DATE DE NAISSANCE	
ADRESSE	
PROFESSION ACTUELLE	
PROFESSION PRECEDENTE	
NATIONALITE	
NOM ET PRENOMS DU PERE	
LIEU DE NAISSANCE	
DATE DE NAISSANCE	
NOM ET PRENOMS DE LA MERE	
LIEU DE NAISSANCE	
DATE DE NAISSANCE	
TEL: Portable	Professionnel
Domicile	E-mail
Divorcé(e) de :	
Tribunal qui a prononcé le divorce	:

• Séparé(e) de corps de :

Date du jugement de divorce :

Tribunal qui a prononcé la séparation de corps : Date du jugement de séparation de corps :

_ \	/euf	/ \ /		- 4	۱۵.
• \	veur	/ V	euv	æ	le :

Lieu et date du décès du conjoint :

POUR LES ETRANGERS, préciser :

- N° de carte de séjour de résident :
- Date de délivrance :
- Date d'entrée en France :
- Décret de naturalisation en date du :

 Numéro :

REGIME MATRIMONIAL

Lieu et date du mariage :

Contrat de mariage: OUI - NON (1)

Si OUI, préciser :

- . Régime adopté :
- . Date du contrat de mariage :
- . Nom et adresse du notaire :

Est-il intervenu un changement de ce régime : OUI - NON (1)

Si OUI nouveau régime : Date :

PACS

PACS: OUI - NON (1)

Si oui, date du contrat :

Si contrat authentique, indiquer:

. Nom et adresse du notaire :

Si contrat sous signature privée, indiquer :

. Tribunal de :

ENFANTS

Nombre d'enfants :

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les personnes mentionnées aux présentes, pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes. Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945. Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants : les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Étorique des Notaires, registre du PACS, etc.), les offices notariaux participant ou concourant à l'acte, les établissements financiers concernés, les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales, le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013, les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne et encadré par la signature de clauses contractuelles types de la Commission européenne, visant à assurer un niveau de protection des données dans un pays situé hors de l'Union Européenne. La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales. Les documents permettant d'etablir, d'enregister et de publier les actes sont conservés 30 a